

## PRÉFECTURE DU VAL-D'OISE

DIRECTION DU  
DEVELOPPEMENT  
DURABLE ET DES  
COLLECTIVITES  
TERRITORIALES

Cergy-Pontoise, le

Bureau de  
l'Environnement et du  
Développement Durable

HP

### LE PRÉFET DU VAL D'OISE OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU le Code de l'Environnement, notamment le titre Ier du livre V ;
- VU le décret modifié n° 77.1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment son article 17 ;
- VU le Plan d'Occupation des Sols (POS) de la commune d'Argenteuil révisé le 27 juin 1994, et modifié et approuvé en dernier lieu le 10 mars 2003 ;
- VU la demande de la société MAS, en date du 28 mai 2004, complétée le 29 mars 2005, à l'effet d'obtenir l'autorisation d'exercer, au 19, avenue J.P. Timbaud à Argenteuil, sur un site d'une superficie de 5876 m<sup>2</sup>, des activités de transit de résidus urbains et de déchets industriels banals provenant d'installations classées et des activités de stockage et de récupération de déchets de métaux et d'alliages de résidus métalliques ;
- VU l'étude d'impact, plans et renseignements produits à l'appui de la demande ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 28 juillet 2005 portant ouverture d'enquête publique d'un mois du mercredi 21 septembre 2005 au vendredi 21 octobre 2005 inclus sur la demande susvisée ;
- VU le registre d'enquête ouvert dans la commune d'ARGENTEUIL ;
- VU le certificat de publication et d'affichage établi le 24 octobre 2005 par la commune d'ARGENTEUIL ;
- VU la délibération du conseil municipal de la commune d'ARGENTEUIL (3 octobre 2005) ;
- VU l'avis du commissaire enquêteur reçu en préfecture le 30 novembre 2005 ;
- VU l'avis de Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt du 22 septembre 2005 ;
- VU l'avis de Monsieur le Chef du Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine du 22 septembre 2005 ;

1/5

- VU l'avis de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales du 13 octobre 2005 ;
- VU l'avis de Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours du 14 octobre 2005 ;
- VU l'avis de Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement du 23 novembre 2005 ;
- VU l'avis de Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, en date du 7 novembre 2005 ;
- VU l'avis de Monsieur le Chef du Service de la Navigation de la Seine du 13 janvier 2006 ;
- VU l'avis de Madame la Sous-Préfète de l'arrondissement d'ARGENTEUIL du 20 décembre 2005 ;
- VU les arrêtés préfectoraux des 27 février 2006 et 16 juin 2006 fixant une prolongation de délai pour permettre de statuer sur la demande susvisée ;
- VU le rapport de Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile de France en date du 30 mai 2006 ;
- L'exploitant entendu ;
- VU l'avis favorable formulé par le conseil départemental d'hygiène au cours de sa séance du 27 juin 2006 ;
- VU la lettre préfectorale en date du 4 juillet 2006 adressant le projet d'arrêté à la société MAS et lui accordant un délai de quinze jours pour formuler ses observations ;
- **CONSIDERANT** que le délai laissé à l'exploitant s'est écoulé sans aucune observation de sa part ;
- **CONSIDERANT** qu'aux termes de l'article L.512-1 du Code de l'Environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
- **CONSIDERANT** que lors de son instruction, la demande présentée par la société MAS aux fins d'obtenir l'autorisation d'exploiter des installations de récupération de déchets de métaux et de transit de résidus urbains et de déchets industriels banals (DIB) provenant d'installations classées, a fait l'objet d'observations de la part du public, principalement en ce qui concerne le rejet des eaux desdites installations et les moyens de rétention des eaux d'incendie ;
- **CONSIDERANT** que le conseil municipal d'Argenteuil a émis un avis défavorable sur cette demande, notamment en raison des risques d'envol de poussières des déchets inertes lors du déchargement, de l'aggravation des nuisances environnementales liée à la circulation des camions induites par le projet, et parce que les activités envisagées par la société MAS ne correspondraient pas au projet municipal de requalification et de gestion durable du parc d'activités du Val d'Argent ;

- **CONSIDERANT** qu'après analyse par l'inspection des installations classées, l'installation de traitement des eaux pluviales qui permettra de traiter celles-ci en totalité ainsi que celles issues de l'arrosage des voies de circulation, nécessitera notamment :

- la pose de canalisations pour diriger les eaux pluviales vers le bassin de rétention,
- la mise en place d'une station de relevage,
- la mise en place d'un bassin de rétention,
- l'installation d'un séparateur/décanteur,
- la pose de regards de contrôle en amont et en aval du séparateur ;

- **CONSIDERANT** que le lavage des véhicules et engins de l'exploitation sera réalisé sous pression et sans détergent sur une aire bétonnée ;

- **CONSIDERANT** que ces eaux de lavage seront également traitées par le biais de l'installation de traitement des eaux pluviales précitée, qu'elles seront dirigées vers un séparateur d'hydrocarbures, puis rejetées dans le réseau public et dirigées vers la station d'épuration d'Achères ;

- **CONSIDERANT** que concernant le bassin de rétention des eaux d'incendie, le site dispose d'un volume de rétention de 170 m<sup>3</sup>, obtenu par la dalle de béton du bâtiment de stockage, les canalisations du réseau de récupération des eaux pluviales (50 m<sup>3</sup>) et la cuve de rétention située en amont du séparateur d'hydrocarbures (120 m<sup>3</sup>) ;

- **CONSIDERANT** que pour limiter les possibilités d'envol de poussières de Déchets Industriels Banals (DIB) collectés ou d'envols de poussières de déchets inertes, les camions seront munis d'un filet, le déchargement et le stockage des DIB seront réalisés à l'intérieur du bâtiment de 1000 m<sup>2</sup> et les voies de circulation seront régulièrement arrosées ;

- **CONSIDERANT** qu'en ce qui concerne les éventuelles nuisances sonores liées à l'exploitation, les prescriptions techniques annexées au présent arrêté prévoient notamment d'imposer à la société MAS la réalisation d'une campagne de mesures de bruits, six mois après la mise en service de l'installation et interdisent son fonctionnement en continu ;

- **CONSIDERANT** par ailleurs, que pour éviter la livraison de DIB souillés par les hydrocarbures ou mélangés à des déchets toxiques, la société MAS devra mettre en place une procédure spécifiant, d'une part, les critères qu'elle retient pour juger de l'acceptabilité des déchets qui lui sont présentés, et, d'autre part, les modalités de contrôle mis en place pour s'assurer de la conformité des déchets entrants vis-à-vis des critères d'acceptation retenus ;

- **CONSIDERANT** enfin, que le site de la société MAS est implanté sur des terrains classés en section CI d'après le plan cadastral et en zone UI du POS, c'est-à-dire dans une zone d'activités économiques destinées à recevoir des établissements industriels, scientifiques et techniques, des activités artisanales et des activités tertiaires ;

- **CONSIDERANT** en conséquence, que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

- SUR la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Val d'Oise :

### ARRETE -

**Article 1<sup>er</sup>:** La société MAS est autorisée, sous réserve des droits des tiers et à compter de la notification du présent arrêté, à exercer, au 19, avenue J.P. Timbaud à Argenteuil, des activités de transit de résidus urbains et de déchets industriels banals provenant d'installations classées et des activités de stockage et de récupération de déchets de métaux et d'alliages de résidus métalliques, répertoriées sous les rubriques précisées ci-après :

N° rubrique	Désignation des activités	Nature de l'installation	Régime
167 a)	Déchets industriels provenant d'installations classées (installation d'élimination, à l'exception des installations traitant simultanément et principalement des ordures ménagères) : a) Station de transit → A	Volume : 12000 t/an	A
286	Métaux (stockage et activités de récupération de déchets de) et d'alliages, de résidus métalliques, d'objets en métal et carcasse de véhicules hors d'usage, etc.... - La surface utilisée étant > à 50 m <sup>2</sup> → A	Surface utilisée : environ 500 m <sup>2</sup>	A
322 a)	Ordures ménagères et autres résidus urbains (stockage et traitement des) a) Stations de transit, à l'exclusion des déchetteries mentionnées à la rubrique 2710	Volume : 12000 t/an	A
1411.2	Gazomètres et réservoirs de gaz comprimés renfermant des gaz inflammables (à l'exclusion des gaz visés explicitement par d'autres rubriques) 1/ Pour le gaz naturel : c) supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t → D  2/ Pour les autres gaz : c) supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t → D	Qt < 1 t	N.C.
1220	Oxygène (emploi et stockage de l') La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : c) supérieure ou égale à 2 t, mais inférieure à 200 t → D	1 bouteille de 6 m <sup>3</sup>	N.C.

*A (autorisation), NC (non classable)*

**Article 2:** Conformément aux dispositions de l'article 17 du décret du 21 septembre 1977 susvisé, les prescriptions techniques annexées au présent arrêté sont imposées à la société pour l'exploitation de l'installation précitée.

**Article 3 :** En cas de non respect des dispositions du présent arrêté, l'exploitant sera passible des sanctions administratives et pénales prévues aux articles L-514-1 et suivants du Code de l'Environnement.

**Article 4 :** L'exploitant devra se conformer strictement aux dispositions édictées par le Livre II du code du travail et aux décrets et arrêtés pris pour son exécution dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

**Article 5 :** Le pétitionnaire devra toujours être en possession de son arrêté d'autorisation qui devra être affiché dans l'établissement et être présenté à toute réquisition des délégués de l'administration préfectorale.

**Article 6 :** La présente autorisation n'est délivrée que sur le fondement du titre Ier du livre V du Code de l'Environnement. Elle ne dispense pas le pétitionnaire de l'obtention, le cas échéant, du permis de construire.

**Article 7 :** Cette autorisation sera considérée comme nulle et non avenue s'il y a cessation d'exploitation pendant deux ans.

**Article 8 :** Si l'établissement vient à être cédé, le nouvel exploitant ou son représentant sera tenu d'en faire la déclaration à la préfecture dans le mois qui suit la prise de possession, en indiquant ses nom, prénoms, et domicile. S'il s'agit d'une société, sa raison sociale ou sa dénomination doit être mentionnée dans la déclaration, ainsi que son siège social et la qualité du signataire.

**Article 9 :** Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie d'ARGENTEUIL pendant une durée d'un mois. Le maire établira un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité et le fera parvenir à la préfecture.

Une copie de cet arrêté sera déposée aux archives de la mairie d'ARGENTEUIL et maintenue à la disposition du public.

En outre, un avis relatif à cette autorisation sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'industriel dans deux journaux d'annonces légales du département.

**Article 10 :** Conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement susvisé, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise 2, 4 boulevard de l'Hautil B.P 322 - 95 027 CERGY-PONTOISE Cédex.

1°) par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit acte leur a été notifié;

2°) par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

**Article 11 :** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Val d'Oise, Monsieur le maire d'ARGENTEUIL ainsi que Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile de France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Cergy-Pontoise, le 26 JUL 2006

Le préfet,  
Le sous-préfet de Pontoise,

  
Daniel WOJCIECHOWSKI

**Société MAS**

**à**

**ARGENTEUIL**

-----

**PRESCRIPTIONS TECHNIQUES**

**ANNEXÉES A  
L'ARRETÉ PRÉFECTORAL D'AUTORISATION  
DU ..... 26 JUL. 2006 .....**

## TITRE 1

### PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES

#### ARTICLE 1.1 – EXPLOITANT TITULAIRE DE L' AUTORISATION

La société MAS dont le siège est situé au 24, chemin du trou poulet à Herblay est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions de la présente annexe à l'arrêté d'autorisation , à exploiter sur le territoire de la commune d'Argenteuil, sis 19, avenue J.P Timbaud, une activité de station de transit de résidus urbains et de déchets industriels banals provenant d'installations classées et une activité de stockage et de récupération de déchets de métaux.

#### ARTICLE 1.2 – SITUATION DE L'ETABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur la commune, parcelles suivants :

Commune	Parcelles
ARGENTEUIL	286-287-288

#### ARTICLE 1.3 – INSTALLATIONS NON VISEES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES A DECLARATION

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de par nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

# ARTICLE 1.4 – CLASSEMENT DES ACTIVITÉS

N° rubrique	Désignation des activités	Paramètre justifiant le classement	Class.	Rayon d'affichage
167 a)	Déchets industriels provenant d'installations classées (installation d'élimination, à l'exception des installations traitant simultanément et principalement des ordures ménagères) : a) Station de transit → A	Volume : 12000 t / an	A	1 Km
286	Métaux (stockage et activités de récupération de déchets de) et d'alliages, de résidus métalliques, d'objets en métal et carcasse de véhicules hors d'usage, etc... - La surface utilisée étant > à 50 m <sup>2</sup> → A	Surface utilisée : environ 500 m <sup>2</sup>	A	0,5 Km
322 a)	Ordures ménagères et autres résidus urbains (stockage et traitement des) a) Stations de transit, à l'exclusion des déchetteries mentionnées à la rubrique 2710....	Volume : 12000 t / an	A	1 Km
1411.2	Gazomètres et réservoirs de gaz comprimés renfermant des gaz inflammables (à l'exclusion des gaz visés explicitement par d'autres rubriques) 1/ Pour le gaz naturel : c) supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t → D 2/ Pour les autres gaz : c) supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t → D	Qt < 1 t	N.C.	
1220	Oxygène (emploi et stockage de l') La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : c) supérieure ou égale à 2 t, mais inférieure à 200 t → D	1 bouteille de 6 m <sup>3</sup>	N.C.	

*A : Autorisation D : Déclaration NC : Installations et équipements non classés mais proches des seuils de classement ou connexes des installations du régime A*



## ARTICLE 1.5 – ACCEPTATION DES DECHETS SUR LE SITE

Les déchets admis sur le site sont issus des collectes sélectives des ordures ménagères et assimilés, des déchets industriels banals et commerciaux en provenance de l'Ile-de-France, notamment :

Nomenclature des déchets		
Rubriques des déchets		Code
Emballages et déchets d'emballages	Emballages en papier/carton	15 01 01
	Emballages en matières plastiques	15 01 02
	Emballages en bois	15 01 03
	Emballages composites	15 01 05
	Emballages en mélange	15 01 06
Béton, briques, tuiles et céramiques provenant de déchets de construction et de démolition	Béton	17 01 01
	Briques	17 01 02
	Tuiles et céramiques	17 01 03
	Mélanges de béton, briques, tuiles et céramiques	17 01 07
Bois, verre et matières plastiques provenant de déchets de construction et de démolition	Bois	17 02 01
	Verre	17 02 02
	matières plastiques	17 02 03
Métaux (y compris leurs alliages), provenant de déchets de construction et de démolition	Cuivre, bronze, laiton	17 04 01
	Aluminium	17 04 02
	Plomb	17 04 03
	Zinc	17 04 04
	Fer et acier	17 04 05
	Etain	17 04 06
	Métaux en mélange	17 04 07
Fractions collectées séparément provenant des déchets municipaux (déchets provenant des industries)	Papier et carton	20 01 01
	Métaux	20 01 40

Il est strictement interdit de recevoir sur le site :

- des ordures ménagères brutes,
- des déchets fermentescibles,
- des véhicules hors d'usage,
- des pièces ou matériels métalliques souillés, y compris les batteries et les moteurs,
- des produits explosifs,
- des engins de guerre,
- des pneumatiques,
- des emballages vides ayant contenu des produits explosifs ou radioactifs,
- des emballages vides ayant contenu des déchets spéciaux (solvants, peinture, huiles, etc.),
- des déchets industriels spéciaux autres que ceux contenus dans les séparateurs d'hydrocarbures,
- des déchets de flocage, calorifugeage, faux-plafonds contenant de l'amiante,
- des déchets contenant des PCB-PCT,
- des déchets d'activités de soins,
- des déchets liquides (même en récipients),
- des déchets explosifs, radioactifs, toxiques ou inflammables,

- des déchets pâteux même en récipients clos,
- des pulvérulents,
- des déchets non refroidis dont la température peut provoquer un incendie,
- des cendres de toutes provenances,
- des matières de vidange,
- des enrobés bitumeux contenant du goudron.

#### **ARTICLE 1.6 – HORAIRES DE FONCTIONNEMENT**

Le site est ouvert de 8h00 à 12h00 et 13h30 à 17h30 du lundi au vendredi et de 8h00 à 12 h00 le samedi.  
Le site est fermé le week-end et les jour fériés.

## TITRE 2

### DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES APPLICABLES A L'ENSEMBLE DE L'ETABLISSEMENT

#### ARTICLE 2.1 – CONFORMITÉ AU DOSSIER ET MODIFICATIONS

Les installations, objet du présent arrêté, doivent être disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques joints ou contenus dans le dossier déposé par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté et les réglementations autres en vigueur.

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

#### ARTICLE 2.2 - DÉCLARATION DES INCIDENTS ET ACCIDENTS

##### Définition

Est considéré comme incident, tout événement d'origine interne à l'installation qui requiert la mise en œuvre, sur le site, d'une organisation et/ou d'une procédure particulière d'exploitation. Par définition, les conséquences potentielles d'un incident restent circonscrites dans les limites de propriété.

Est considéré comme accident, tout événement d'origine interne ou externe à l'installation susceptible, par ses conséquences directes ou son développement prévisibles, de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement.

##### Information

Tout incident est déclaré dans les meilleurs délais à Monsieur le Préfet du Val d'Oise et à l'inspection des installations classées. La déclaration est accompagnée d'une analyse succincte des causes de l'incident, du descriptif des conséquences sur la sécurité de l'installation et des justifications de la suffisance des mesures prises pour en éviter le renouvellement.

Tout accident est déclaré sans délai à Monsieur le Préfet du Val d'Oise et à l'inspection des installations classées. La déclaration d'accident est accompagnée :

- d'une évaluation préliminaire des conséquences de l'accident sur les populations et sur l'environnement ;
- du descriptif des mesures de protection des populations et de l'environnement mises en œuvre, le cas échéant.

L'exploitant transmet à Monsieur le Préfet du Val d'Oise et à l'inspection des installations classées, au plus tard 15 jours après l'accident, le rapport présentant l'analyse des causes et des circonstances de l'accident. Ce document présente les dispositions techniques et organisationnelles prises ou envisagées pour en éviter le renouvellement.

### **ARTICLE 2.3 - CONTRÔLES ET ANALYSES (INOPINÉS OU NON)**

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspection des installations classées peut demander, en cas de besoin, la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores et vibrations.

Ils seront exécutés par un organisme tiers que l'exploitant aura choisi à cet effet ou soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées s'il n'est pas agréé. Ces contrôles ont pour but de vérifier, en présence de l'Inspection des installations classées en cas de contrôle inopiné, le respect des prescriptions d'un texte réglementaire pris au titre de la législation sur les installations classées. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

L'exploitant est tenu, dans la mesure des possibilités techniques, de mettre à la disposition de l'inspection des installations classées les moyens de mesure ou de test répondant au contrôle envisagé pour apprécier l'application des prescriptions imposées par le présent arrêté.

### **ARTICLE 2.4 - ENREGISTREMENTS, RÉSULTATS DE CONTRÔLE ET REGISTRES**

Tous les documents répertoriés dans le présent arrêté sont conservés sur le site durant 3 années à la disposition de l'inspection des installations classées sauf les justificatifs d'élimination des déchets qui seront conservés 5 ans.

### **ARTICLE 2.5 - REGLES GENERALES D'EXPLOITATION**

L'exploitant tient à jour l'ensemble des consignes de conduite des installations. Ces documents décrivent les activités relevant de la conduite normale des installations et celles relevant de la conduite des installations en situation incidentelle ou accidentelle. L'ensemble de ces documents constitue les règles générales d'exploitation.

Les règles générales d'exploitation identifient les matériels dont la disponibilité est requise pour garantir l'efficacité des dispositifs de protection des personnes et de l'environnement en cas d'incident ou d'accident. Elles précisent la conduite à tenir en cas d'indisponibilité prolongée de l'un de ces dispositifs.

Les règles générales d'exploitation définissent le programme de contrôle et de maintenance des matériels et dispositifs nécessaires à la prévention des pollutions et autres incidents ou accidents. L'exploitant tient à jour le registre des vérifications afférentes et, le cas échéant, prend toutes les dispositions pour corriger les dysfonctionnements constatés.

Les consignes écrites et répertoriées dans le présent arrêté sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées, systématiquement mises à jour et portées à la connaissance du personnel concerné ou susceptible de l'être.

### **ARTICLE 2.6 - ANNULATION - DÉCHEANCE**

La présente autorisation cesse de produire effet dans les cas suivants :

- les installations n'ont pas été mises en service dans un délai de 3 ans après la notification du présent arrêté ;

- les installations n'ont pas été exploitées durant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

## ARTICLE 2.7 – CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitant.

## ARTICLE 2.8 - INSERTION DE L'ETABLISSEMENT DANS SON ENVIRONNEMENT

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

Afin d'en interdire l'accès, le chantier sera entouré d'une clôture efficace et résistante d'une hauteur minimale de 2,20 mètres.

Dans le cas où la clôture prévue à l'alinéa précédent n'est pas susceptible de masquer le dépôt et compte tenu de l'environnement, cette clôture sera doublée par une haie vive ou un rideau d'arbres à feuilles persistantes.

En aucun cas, la hauteur des dépôts ne devra dépasser 3 m.

En l'absence de gardiennage, toutes les issues sont fermées à clef en dehors des heures d'exploitation.

## ARTICLE 2.9 - EMBLACEMENTS

L'unité de tri comprend notamment :

La surface des aires de stockage aménagées sur les zones bétonnées représentent environ 1300 m<sup>2</sup>, réparties comme suit :

Récapitulatif des surfaces de stockage	
Superficie totale du site	5876 m <sup>2</sup>
Stockage des déchets métalliques	500 m <sup>2</sup> (aire de stockage extérieure)
Zone de tri des DIB et déchets végétaux (papiers, cartons, plastiques, bois, etc.)	1000 m <sup>2</sup> (aire de stockage intérieure)
Zone de stockage des DIB triés	
Stockage de déchets végétaux triés	
Stockage de bennes vides et de bennes de déchets inertes	300 m <sup>2</sup> (aire de stockage extérieure)

- A l'intérieur du chantier, une ou plusieurs voies de circulation sont aménagées à partir de l'entrée jusqu'au poste de réception et en direction des aires de dépôt ;
- Un parc de stationnement bétonné d'environ 60 m<sup>2</sup> est réservé aux véhicules légers à l'entrée du site ;
- Un parc de stationnement bétonné d'environ 160 m<sup>2</sup> est réservé aux véhicules de l'exploitation ;
- Des bureaux et sanitaires d'environ 35 m<sup>2</sup> ;
- Un pont bascule de 54 m<sup>2</sup> ;
- Un portique de détection de radioactivité ;
- Une zone d'implantation de la cuve à fioul de 1000 l.

Les machines et matériels fixes seront implantés dans les zones du chantier les plus éloignées des habitations. Ils seront installés de façon que les vibrations transmises par le sol ne soient pas susceptibles de gêner le voisinage.

#### **ARTICLE 2.10 - CESSATION DÉFINITIVE D'ACTIVITÉ**

En cas d'arrêt définitif d'une installation classée, l'exploitant doit remettre son site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 511-1 du code de l'environnement.

Au moins trois avant la mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt. La notification indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comprennent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux ainsi que des déchets présents sur le site;
- la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées ;
- l'insertion du site de l'installation dans son environnement ;
- en cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement.

#### **ARTICLE 2.11 – DELAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

1°- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;

2°- Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

## TITRE 3

### PRÉVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU

#### ARTICLE 3.1 – PRÉLEVEMENTS D'EAU

##### 3.1.1 – GÉNÉRALITÉS ET CONSOMMATION

L'alimentation en eau de l'établissement est assurée par le réseau public d'adduction d'eau. Les ouvrages de prélèvement comportent des dispositifs de mesures totalisateurs et des dispositifs de disconnexion afin d'éviter tout phénomène de retour sur les réseaux d'alimentation.

L'exploitant établit un bilan annuel des utilisations d'eau à partir des relevés réguliers de ses consommations. Ce bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisables.

#### ARTICLE 3.2 - COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

##### 3.2.1 - NATURE DES EFFLUENTS

On distingue dans l'établissement :

- les eaux vannes et les eaux usées de lavabo, toilettes... (EU) ;
- les eaux pluviales réparties en deux catégories :
  - . les eaux pluviales non polluées (EPnp) : récupérées sur les toitures ;
  - . les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (EPp) : récupérées sur les voiries et parcs de stationnement.
- les effluents industriels (EI) tels que les eaux de l'aire de lavage des véhicules et des aires de stockage.

##### 3.2.2 - LES EAUX VANNES ET EAUX DOMESTIQUES

Les eaux vannes et les eaux usées sont rejetées directement au réseau communal d'eaux usées et traitées en conformité avec les règles sanitaires et d'assainissement en vigueur.

##### 3.2.3 - LES EAUX PLUVIALES NON POLLUÉES

Les eaux pluviales provenant de l'écoulement des toitures sont récupérées par des gouttières et rejetées dans le réseau public des eaux pluviales.

##### 3.2.4 - LES EAUX PLUVIALES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE POLLUÉES

Les eaux pluviales issues des voiries sont dirigées vers un débourbeur/déshuileur, dimensionné selon les normes en vigueur et entretenu annuellement, avant de rejoindre le réseau intercommunal d'assainissement puis traitées dans la station d'épuration d'Achères. Une vanne de fermeture permet d'isoler le site du réseau public.

Les résidus retenus dans les ouvrages de traitement sont régulièrement pompés et évacués comme déchets vers une installation autorisée à cet effet.

### 3.2.5 - LES EAUX INDUSTRIELLES

Les eaux industrielles issues des aires de lavage des véhicules et de stockage sont traitées conformément aux dispositions de l'article 3.2.4 du présent arrêté.

## ARTICLE 3.3 - RÉSEAUX DE COLLECTE DES EFFLUENTS OU PRODUITS

### 3.3.1 - CARACTÉRISTIQUES

Les réseaux de collecte permettent d'évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées ou produits vers les traitements ou milieu récepteur autorisés à les recevoir.

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les effluents aqueux ne dégagent pas par mélange, des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux ainsi que dans le milieu récepteur

### 3.3.2- ISOLEMENT DU SITE EN CAS DE SINISTRE

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour extinction sont raccordées à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 170 m<sup>3</sup> avant rejet vers le réseau public.

Ces dispositifs sont aménagés de manière à pouvoir reprendre et évacuer aisément les eaux récupérées. Si leur charge polluante les rend incompatible avec le rejet dans les limites autorisées après traitement, elles sont évacuées comme des déchets industriels spéciaux.

Les réseaux de collecte des eaux pluviales de l'établissement susceptibles d'être polluées sont équipés d'obturateur de façon à maintenir toute pollution accidentelle sur le site, notamment les eaux d'extinction incendie.

Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

## ARTICLE 3.4 - PLANS ET SCHEMAS DE CIRCULATION

L'exploitant établit et tient systématiquement à jour les schémas de circulation de l'eau et des effluents comportant notamment :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, isolement de la distribution d'eau potable,...) ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ;
- les ouvrages d'épuration et les points de rejet de toute nature ;
- l'aire de rétention des eaux d'extinction incendie.



## ARTICLE 3.5 – CONDITIONS DE REJET

### 3.5.1- CARACTÉRISTIQUES DES POINTS DE REJET DANS LE MILIEU RÉCEPTEUR

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent à 1 point de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

<b>Point de rejet</b>	Sortie du décanteur / séparateur d'hydrocarbures
<b>Nature des effluents</b>	Eaux pluviales (E.P) constituées des : <u>EPp</u> : aires des voiries et des parcs de stationnement <u>EI</u> : aires de stockage, aire de lavage des véhicules <u>EPnp</u> :toitures
<b>Exutoire du rejet</b>	Réseau des eaux pluviales/usées (unitaire)
<b>Traitement avant rejet</b>	<u>EPp</u> : Décanteur-séparateur d'hydrocarbures <u>EI</u> : Décanteur-séparateur d'hydrocarbures <u>EPnp</u> : non
<b>Milieu récepteur</b>	Station d'épuration d'Achères

Tout rejet direct ou indirect non explicitement mentionné ci-dessus est interdit.

L'exploitant est tenu d'avoir les autorisations nécessaires au titre de la police des réseaux.

### 3.5.2 - AMENAGEMENT DES POINTS DE REJET

Sur la canalisation des rejets en sortie du décanteur séparateur d'hydrocarbures est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluants...). Ce point comporte des caractéristiques qui permet de réaliser des mesures représentatives, d'être aisément accessible, de permettre des interventions en toute sécurité et d'assurer une bonne diffusion des rejets sans apporter de perturbation du milieu récepteur.

## ARTICLE 3.6 – QUALITÉ DES EFFLUENTS REJETÉS

### 3.6.1- TRAITEMENT DES EFFLUENTS

Les installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux nécessaires au respect des valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté sont conçues, entretenues, exploitées et surveillées de manière à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite et ne constitue pas un moyen de traitement.

### 3.6.2 - CONDITIONS GÉNÉRALES

L'ensemble des rejets du site doit respecter les valeurs limites et caractéristiques suivantes :

- pH : compris entre 5,5 et 8,5 mesuré suivant la norme NFT 90.008,
- Température : < 30°C
- absence de coloration provoquée dans le milieu naturel,
- exempt de matières flottantes,
- ne pas dégrader les réseaux d'égouts,
- ne pas dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

### 3.6.3 - CONDITIONS PARTICULIÈRES DE REJETS AU COLLECTEUR PUBLIC EAUX PLUVIALES ET EAUX USEES

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ainsi que les modalités de surveillance des effluents rejetés dans les réseaux d'eaux pluviales et d'eaux usées.

Référence du rejet	Paramètres	Concentrations maximales
Sortie du décanteur séparateur d'hydrocarbures	MES	35 mg/l
	DCO	125 mg/l
	Hydrocarbures totaux	5 mg/l

### 3.6.4 – CONTROLES ANALYTIQUES

Les méthodes d'échantillonnage, les mesures ou les analyses pratiquées sont conformes à celles définies par les réglementations et normes Françaises ou Européennes en vigueur.

### 3.6.5 – REJET DANS UN OUVRAGE

Le raccordement au réseau d'assainissement collectif se fait en accord avec la collectivité à laquelle appartient le réseau, conformément à une autorisation de raccordement au réseau public.  
(art. L 35.8 du code de la santé publique)

## ARTICLE 3.7 - PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

### 3.7.1- RÉTENTIONS

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les capacités de rétentions ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.

L'élimination des produits récupérés en cas d'accident suit la filière déchets la plus appropriée. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que d'autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

### 3.7.2- ÉTANCHÉITÉ DU SITE

L'ensemble des surfaces suivantes du site est imperméable et conçu de façon à diriger les liquides répandus ou les eaux d'extinction incendie vers une capacité de rétention suffisante. Il doit conserver ses caractéristiques dans le temps. Cette étanchéité doit empêcher l'infiltration des liquides dans le sol.

- Les aires de stockage intérieure et extérieure ;
- Les voies de circulation ;
- L'aire d'implantation de la cuve à fioul ;
- le parc de stationnement réservé aux véhicules légers à l'entrée du site ;
- le parc de stationnement réservé aux véhicules de l'exploitation ;
- l'aire de lavage des véhicules et engins de l'exploitation.

L'état de l'enrobé fait l'objet d'un contrôle visuel. En cas de détection d'un défaut ou d'une détérioration, l'exploitant y remédie dans les plus brefs délais avant d'y déposer à nouveau des produits. Ce contrôle de la surface du sol doit être fait au moins une fois par an.

### 3.7.3- TRANSPORT – CHARGEMENT - DÉCHARGEMENT

Si des véhicules automobiles, non assujettis au code de la route, circulent à l'intérieur de l'établissement, ils doivent être conformes aux dispositions du code de la route en ce qui concerne les bruits aériens émis.

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes doivent être étanche et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles que celles prévues à l'article 3.7.1.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.

#### 3.7.4- ÉTIQUETAGE - DONNÉES DE SÉCURITÉ

L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation.

## TITRE 4

### PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

#### ARTICLE 4.1 - GÉNÉRALITÉS

##### 4.1.1 – PRINCIPE GÉNÉRAUX

L'émission dans l'atmosphère de fumées, buées, suies, poussières, gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de compromettre la santé ou la sécurité publique, de nuire à la production agricole, à la conservation des constructions et monuments ou au caractère des sites, est interdite.

##### 4.1.2 - CAPTATION

Les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeur doivent être munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser les émissions pour autant que la technologie disponible et l'implantation des installations le permettent et dans le respect des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

##### 4.1.3 - PROPRETÉ

L'établissement est tenu dans un état de propreté satisfaisant et notamment les pistes de circulation, l'intérieur des ateliers et les zones de stockage des déchets feront l'objet de nettoyages fréquents destinés à éviter l'envol de poussières et de déchets (papiers, plastiques, etc...), ainsi que leur entraînement par les pluies dans le milieu naturel. Les voies de circulation seront entretenues et arrosées en saison sèche en tant que de besoin. Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas entraîner de dépôt boueux sur les voies de circulation.

Le moteur des véhicules est mis à l'arrêt, une fois les manœuvres de chargement/déchargement terminées.

##### 4.1.4 - BRULAGE A L'AIR LIBRE

Le brûlage à l'air libre est interdit.

##### 4.1.5 - ODEURS

L'exploitant met en œuvre les moyens nécessaires à la prévention des émissions d'odeur.

## TITRE 5

### DÉCHETS

#### CHAPITRE 5.1 – LES DECHETS ENTRANTS

##### ARTICLE 5.1.1 - L'ÉLIMINATION DES DÉCHETS : DÉFINITION ET RÈGLES

L'élimination des déchets comporte les opérations:

- de réception des déchets (déchets industriels banals, métalliques et de résidus urbains) ;
- de contrôle de leur conformité aux déchets admissibles sur le site ;
- d'entreposage et d'évacuation des déchets non admissibles sur le site, le cas échéant ;
- de tri sélectifs des déchets admis sur le site ;
- d'entreposage et d'évacuation des déchets en attente de leur traitement ;
- de récupération, de contrôle et de stockage des résidus de traitement, jusqu'à leur évacuation vers les installations dûment autorisées ;
- de récupération, de contrôle et de stockage des résidus d'épuration des effluents produits par les installations de traitement, jusqu'à leur évacuation vers les installations dûment autorisées.

Ces opérations se font dans conditions qui ne soient pas de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 511-1 du code de l'environnement.

##### ARTICLE 5.1.2 - LISTE DES DÉCHETS

La nature des déchets autorisés à être reçues sur le site est conforme à l'article 1.5 du présent arrêté.

##### ARTICLE 5.1.3 – FLUX JOURNALIER ET ANNUEL AUTORISE

Les quantités de déchets stockés sur le site ne dépassent pas les quantités suivantes, sauf en situation exceptionnelle justifiée par des contraintes extérieures à l'établissement, qui devront être portées à la connaissance de l'inspection des installations classées.

Nature	Quantité maximale présente sur le site	Quantité maximale annuelle
Plastiques	1 benne de 40 m <sup>3</sup>	500 tonnes
Métaux	1 benne de 40 m <sup>3</sup>	800 tonnes
Papiers/cartons	1 benne de 30 m <sup>3</sup>	1000 tonnes
DIB	1 benne de 40 m <sup>3</sup>	2500 tonnes
Bois	2 bennes de 40 m <sup>3</sup>	1500 tonnes
Déchets végétaux	1 benne de 30 m <sup>3</sup>	200 tonnes
Déchets inertes	1 benne de 20 m <sup>3</sup>	5500 tonnes

#### ARTICLE 5.1.4 – ATTESTATION D'ACCEPTATION PREALABLE

L'exploitant est tenu de délivrer au producteur de tous déchets destinés à être reçus sur le site, un document attestant de la capacité des installations à traiter ces déchets compte tenu de leurs caractéristiques.

#### ARTICLE 5.1.5 – CONDITIONS D'ACCEPTATION DES DECHETS

Les déchets entrants ne peuvent être acceptés sur le site que s'ils respectent les caractéristiques fixées par le présent arrêté.

Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange des déchets dans le seul but de satisfaire aux critères d'admission des déchets.

Toute modification de ces caractéristiques requiert l'information préalable de Monsieur le Préfet du Val d'Oise et la transmission des éléments d'appréciation nécessaires à l'évaluation de l'impact des modifications envisagées sur la qualité et les flux de polluants issus des installations.

L'exploitant met en place une procédure spécifiant d'une part, les critères qu'il retient pour juger de l'acceptabilité des déchets qui lui sont présentés et, d'autre part, les modalités de contrôle mis en place pour s'assurer de la conformité des déchets entrants vis-à-vis des critères d'acceptation retenus.

#### ARTICLE 5.1.6 – CONTROLE A LA RECEPTION

Avant réception d'un déchet, un accord commercial doit préalablement définir le type de déchets livrés.

Les déchets réceptionnés doivent faire l'objet d'un contrôle visuel systématique pour s'assurer de leur admissibilité ainsi que d'une pesée sur un pont bascule.

Un équipement de détection de radioactivité doit permettre le contrôle des déchets admis avant leur déchargement. Le dépassement du seuil de détection fixé déclenche une alarme extérieure et une alarme au poste de contrôle, le camion ou conteneur est dirigé vers une voie de dégagement prévue à cet effet.

Une procédure relative au déclenchement de l'équipement de détection de radioactivité est établie selon les préconisations du guide méthodologique établi par le ministère de l'écologie et du développement durable et portée à la connaissance du personnel.

#### ARTICLE 5.1.7 - REGISTRES RELATIFS À L'ÉLIMINATION DES DÉCHETS

Un contrôle quantitatif des réceptions et des expéditions doit être effectué par un pont bascule conforme au titre de la réglementation métrologique.

Pour chaque enlèvement de déchets visés à l'article 1.3 du présent arrêté, les renseignements minimums suivants sont consignés sur un document de forme adaptée (registre, fiche d'enlèvement, listings informatiques...) et conservé par l'exploitant:

- code du déchet selon la nomenclature,
- origine et dénomination du déchet,

- les résultats des contrôles réalisés sur le chargement,
- les raisons ayant provoqués un refus éventuel,
- nature de l'élimination effectuée.
- les quantités enlevées,
- l'établissement du producteur du déchet ( lieu, identité),
- l'identité du transporteur et le numéro d'immatriculation du véhicule,
- la date de prise en charge et le numéro d'ordre d'arrivée,
- destination du déchet (éliminateur),

Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et conservé sur le site pendant au moins cinq ans.

## CHAPITRE 2 – LES DECHETS PRODUITS

### ARTICLE 5.2.1 – CONDITIONS DE STOCKAGE

Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets sont abrités ou réalisés sur des aires de rétention étanches aménagées pour la récupération des eaux météoriques.

Les déchets verts pouvant être générés par l'activité de tri des DIB sont évacués du site vers une filière de valorisation autorisée dans un délai n'excédant pas 5 jours à compter de leur réception.

### ARTICLE 5.2.2 - GESTION DES DÉCHETS À L'INTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant organise le tri, la collecte et l'élimination des différents déchets. La réception et l'expédition des déchets ont lieu de 8h00 à 17h30 du lundi au vendredi et de 8h00 à 12h00 le samedi.

### ARTICLE 5.2.3 - REGLES D'EXPLOITATION

Toutes précautions sont prises pour que :

- les mélanges de déchets ne soient pas à l'origine de réactions non contrôlées conduisant en particulier à l'émission de gaz ou d'aérosols toxiques ou à la formation de produits explosifs ;
- il ne puisse y avoir de réactions dangereuses entre le déchet et les produits ayant été contenus dans l'emballage.
- les emballages soient identifiés par les seules indications concernant le déchet ;
- les déchets conditionnés en emballage soient stockés sur des aires couvertes.

Le déchargement des déchets, hors la présence d'un représentant de l'exploitant, est interdit.

Les bennes servant au stockage de déchets sont réservées exclusivement à cette fonction et portent les indications permettant de reconnaître lesdits déchets. Les déchets ne peuvent être stockés, en vrac dans des bennes, que par catégories de déchets compatibles et sur des aires affectées à cet effet. Toutes les précautions sont prises pour limiter les envols.



L'exploitant tient à jour le plan d'entreposage des déchets générés par son activité. Il tient également à jour le registre permettant d'assurer, sur le site, la traçabilité des déchets, jusqu'à leur expédition pour valorisation ou élimination.

#### ARTICLE 5.2.4 - ÉLIMINATION DES DECHETS GÉNÉRÉS PAR LE SITE

##### ARTICLE 5.2.4.1- Transport

En cas d'enlèvement et de transport, l'exploitant vérifie lors du chargement que les emballages ainsi que les modalités d'enlèvement et de transport sont de nature à assurer la protection de l'environnement. Le transport des déchets doit s'effectuer dans des conditions propres à limiter les envols. En particulier, s'il est fait usage de bennes ouvertes, les produits doivent être couverts d'une bâche ou d'un filet avant le départ de l'établissement.

##### ARTICLE 5.2.4.2- Elimination des déchets banals

Les emballages industriels sont éliminés conformément aux dispositions du décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 relatif à l'élimination des déchets d'emballages dont les détenteurs finaux ne sont pas les ménages.

Un tri des déchets tels que le bois, le papier, le carton, le verre, les métaux, ... est effectué en vue de leur valorisation. En cas d'impossibilité, justification est apportée à l'inspection des installations classées.

Les déchets banals (bois, le papier, le carton, le verre, les métaux, ... ) non valorisables et non souillés par des produits toxiques ou polluants ne sont récupérés ou éliminés que dans des installations autorisées à cet effet.

Un affichage adapté permet de localiser les zones d'entreposage des déchets et d'identifier le type de déchets entreposés.

Un bilan annuel précisant les taux et les modalités de valorisation est effectué par grands types de déchets (bois, papier, carton, verre, métaux...) et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

##### ARTICLE 5.2.4.3 – Eliminations des déchets industriels spéciaux

L'élimination des déchets qui ne peuvent être valorisés, à l'intérieur de l'établissement ou de ses dépendances, est assurée dans des installations dûment autorisées ou déclarées à cet effet au titre du Livre V - Titre 1er du Code de l'Environnement. L'exploitant est en mesure d'en justifier l'élimination à l'inspection des installations classées. Il tiendra à sa disposition une caractérisation et une quantification de tous les déchets spéciaux générés par ses activités.

##### ARTICLE 5.2.4.4 – Suivi des déchets générateurs de nuisance

Les emballages vides ayant contenu des produits toxiques ou susceptibles d'entraîner des pollutions doivent être renvoyés au fournisseur lorsque leur réemploi est possible. Dans le cas contraire, s'ils ne peuvent être totalement nettoyés, ils sont éliminés comme des déchets industriels spéciaux dans les conditions définies au présent arrêté.

L'exploitant doit établir un bordereau de suivi de déchets, lors de la remise de ses déchets à un tiers, selon les modalités fixées à l'arrêté du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances.

#### ARTICLE 5.2.4.5 – Protection contre les insectes et les rats

Le chantier sera mis en état de dératisation permanente. Les justificatifs de cette mesure seront maintenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées. La lutte contre les insectes sera effectuée en tant que de besoin.

#### ARTICLE 5.2.4.6 – Rapport annuel

L'exploitant établit un rapport annuel qu'il transmet à Monsieur le Préfet du Val d'Oise au plus tard le 31 mars de l'année suivante.

Ce rapport comporte :

- Une notice de présentation de l'installation avec l'indication des diverses catégories de déchets pour le tri desquels cette installation a été conçue ;
- La nature, la quantité et la provenance des déchets reçus en cours de l'année précédente et, en cas de changement notable des modalités de fonctionnement de l'installation, celles prévues pour l'année en cours ;
- La quantité et la composition mentionnée dans l'arrêté d'autorisation, d'une part, et réellement constatées d'autre part, des gaz et des matières rejetées dans l'air et dans l'eau ainsi que, en cas de changement notable des modalités de fonctionnement de l'installation, les évolutions prévisibles de la nature de ces rejets pour l'année en cours ;
- Un rapport sur la description et les causes des incidents et des accidents survenus à l'occasion du fonctionnement de l'installation.

## TITRE 6

### PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES - VIBRATIONS

#### ARTICLE 6.1 - GÉNÉRALITÉS

Les installations sont construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

#### ARTICLE 6.2 - NIVEAUX SONORES EN LIMITES DE PROPRIÉTÉ

Les émissions sonores de l'installation n'engendrent pas une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée, telles que définies à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 (JO du 27 mars 1997) :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergences réglementées (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible de 7 h à 20 h sauf dimanche et jours fériés	Émergence admissible de 20 h à 7 h, dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB (A) mais inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence des bruits générés par l'établissement).

Les niveaux admissibles en limite de propriété de l'établissement ne peuvent excéder 70 dB (A) pour la période de jour (7H à 22h, sauf dimanche et jours fériés) et 60 dB (A) pour la période de nuit (22H à 7H ainsi que les dimanches et jours fériés) sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieure à cette limite.

#### ARTICLE 6.3 - AUTRES SOURCES DE BRUIT

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, sont conformes aux dispositions en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores. En particulier, les engins de chantier sont conformes à un type homologué.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

#### **ARTICLE 6.4 – REGLES D'EXPLOITATION**

Les ateliers susceptibles de produire un bruit gênant de voisinage seront maintenus fermés pendant le travail, sauf le temps strictement nécessaire à l'entrée ou à la sortie des pièces.

Toutes dispositions seront prises pour que la manipulation des outils, des matières premières, ou récipients puisse s'effectuer sans qu'il en résulte de bruit gênant pour le voisinage.

#### **ARTICLE 6.5 - VIBRATIONS**

Les machines fixes susceptibles d'incommoder le voisinage par des trépidations sont isolées par des dispositifs antivibratoires efficaces. La gêne éventuelle est évaluée conformément aux règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 86.23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

#### **ARTICLE 6.6 – CONTROLE DES NIVEAUX SONORES**

L'exploitant fait réaliser dans les 6 mois après la mise en service de l'installation et à ses frais, une mesure des niveaux sonores par une personne ou un organisme qualifié.

L'exploitant veille à ce que l'organisme dispose d'une part, des méthodes et moyens de mesure nécessaire à cette vérification et, d'autre part, des compétences requises.

Les résultats des mesures de niveau sonore, accompagnés de l'analyse qu'en fait l'exploitant, sont transmis à l'inspection des installations classées dans le mois suivant leur réalisation.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté, l'exploitant présente les mesures correctives qu'il apporte aux installations et à leurs conditions d'exploitation pour satisfaire les prescriptions de l'article 6.2 du présent arrêté

Les contrôles du niveau sonore sont ensuite réalisés tous les 5 ans.

## TITRE 7

### PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

#### ARTICLE 7.1 - GÉNÉRALITÉS

L'exploitant conçoit ses installations et organise leur fonctionnement et l'entretien selon des règles destinées à prévenir les incidents et les accidents susceptibles d'avoir, par leur développement, des conséquences dommageables pour l'environnement.

Ces règles, qui ressortent notamment de l'application du présent arrêté, sont établies en référence à une analyse préalable qui apprécie le potentiel de danger de l'installation et précise les moyens nécessaires pour assurer la maîtrise des risques inventoriés.

##### 7.1.1 – ETAT DES STOCKS

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées. Cet état indique leur localisation, la nature des dangers ainsi que leur quantité.

Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à la disposition des services D'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. En cas de tenue informatique de l'état des stocks, il convient de vérifier la possibilité d'une édition en urgence, en cas de sinistre.

##### 7.1.2 – PRÉVENTION DES EXPLOSIONS

Il est interdit d'entreposer sur le chantier des explosifs, munitions, tous engins ou parties d'engins, matériels de guerre.

Lorsque dans les déchets reçus il sera découvert des engins, parties d'engins ou matériels de guerre, des objets suspect ou des lots présumés d'origine dangereuse, il sera fait appel sans délai à l'un des services suivants :

- Service de déminage (dans la mesure où le poids du lot n'excède pas une tonne)
- Service de munitions des armées (terre, air, marine) ;
- Gendarmerie nationale ou tout établissement habilité en exécution d'un contrat de vente ou de neutralisation.

L'adresse et le numéro de téléphone de ces services seront affichés dans le bureau du responsable du chantier.

Toute manipulation d'explosifs, munitions, engins ou parties d'engins et matériels de guerre ainsi que des objets suspects et corps creux sera effectuée conformément aux prescriptions réglementaires en vigueur.

### 7.1.3 – EQUIPEMENTS ET PARAMETRES DE FONCTIONNEMENT IMPORTANTS POUR LA SECURITE

L'exploitant établit, en tenant compte de l'étude de dangers, la liste des équipements et paramètres importants pour la sécurité afin de prévenir les causes d'un accident ou d'en limiter les conséquences.

Cette liste est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et régulièrement mise à jour.

### 7.1.4 – ZONE DE DANGERS

L'exploitant définit les zones pouvant présenter des risques d'incendie, d'explosion ou d'émanations toxiques de par la présence des produits stockés ou utilisés, ou d'atmosphères explosives ou nocives pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Les zones de dangers sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

Sauf dispositions compensatoires, tout bâtiment comportant une zone de dangers est considéré dans son ensemble comme zone de dangers.

### 7.1.5 – INFORMATION PREVENTIVE

L'exploitant tient les exploitants des installations classées voisines informés des risques d'accidents importants identifiés dans l'étude de dangers dès lors que les conséquences de ces accidents sont susceptibles d'affecter lesdites installations.

## ARTICLE 7.2 - CONCEPTION ET AMÉNAGEMENT DES INFRASTRUCTURES

### 7.2.1 - IMPLANTATION

La cuve à fioul est implantée à proximité de la paroi Est du bâtiment de stockage. Un mur en parpaing, d'une hauteur de 2,50 mètres isole la parcelle mitoyenne de la cuve.

### 7.2.2 - CIRCULATION DANS L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée. A l'intérieur du site, une ou plusieurs voies de circulation sont aménagées à partir de l'entrée jusqu'au poste de réception et en direction des aires de dépôt.

Les éléments légers qui se seront dispersés dans et hors de l'établissement doivent être régulièrement ramassés. Les voies de circulation doivent être dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation.

Les activités de tri ou de transit ainsi que le stationnement des véhicules liés aux activités du site ne peuvent en aucun cas être réalisés en dehors des limites de l'établissement.

### 7.2.3 – ACCESSIBILITE AU BATIMENT DE TRI ET DE STOCKAGE

Le bâtiment de tri et de stockage doit être en permanence accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Une voie au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre du bâtiment de tri et de stockage. Cette voie doit permettre l'accès des engins de secours des sapeurs pompiers et le croisement de ces engins.

A partir de cette voie, les sapeurs pompiers doivent pouvoir accéder à toutes les issues du bâtiment de tri et de stockage par un chemin stabilisé de 1,40 m de large au minimum.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation du bâtiment de tri et de stockage doivent pouvoir stationner sans occasionner de gêne sur les voies de circulation externe au bâtiment de tri et de stockage tout en laissant dégagés les accès nécessaires aux secours, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture du bâtiment de tri et de stockage.

### 7.2.4 – CONCEPTION DES BATIMENTS ET LOCAUX

Les bâtiments sont conçus et aménagés de façon à pouvoir s'opposer à la propagation d'un incendie. A l'intérieur du bâtiment de stockage, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

- Le bardage métallique des 4 murs du bâtiment de stockage est renforcé par des murs coupe feu 6h d'une hauteur minimale :
  - de 3 mètres pour les façades Nord, Sud et Est,
  - de 8 mètres pour la façade ouest.
- La toiture doit être réalisée en éléments incombustibles. Elle doit comporter au moins sur 2% de sa surface des éléments permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées (par exemple, matériaux légers fusibles sous l'effet de la chaleur).
- les dispositifs de désenfumage du bâtiment de stockage répondent aux conditions définies par l'instruction technique n° 246 relative au désenfumage dans les établissements recevant du public (JO du 4 mai 1982). Ces installations devront faire l'objet d'un contrôle par un technicien compétent avant leur mise en service
- Les éléments du bâtiment annexe, à usage de bureaux, répondent aux dispositions suivantes :
  - faux plafonds en éléments de catégorie M0,
  - revêtement muraux en éléments de catégorie M0 à M2,
  - revêtement de sols en éléments de catégorie M0 à M4,

### ARTICLE 7.2.5 - INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES - MISE À LA TERRE

L'installation électrique doit être conçue, réalisée et entretenue à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes françaises de la série NFC 15.100 qui lui sont applicables.

Les équipements et paramètres importants pour la sécurité doivent pouvoir être maintenus en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique principale.

Les réseaux électriques alimentant ces équipements importants pour la sécurité sont indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la destruction simultanée de l'ensemble des réseaux d'alimentation. Tous les moteurs sont protégés par des sectionneurs fusibles, et des boutons d'arrêt d'urgence situés à proximité.

A proximité d'une issue est installée un interrupteur général bien signalé permettant de couper l'alimentation électrique. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et est distinct de celle du paratonnerre éventuel.

Un contrôle des appareils et des installations électriques est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport de contrôle. Il est remédié à toute déficience relevée dans les délais les plus brefs. Les bilans de ces contrôles sont maintenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

#### 7.2.6 - ISSUES

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

Des issues pour les personnes sont prévues en nombre suffisant et réparties dans le bâtiment de façon à éviter les impasses. Les portes servant d'issues vers l'extérieur sont munies de ferme-portes et s'ouvrent par une manœuvre simple dans le sens de la sortie.

Toutes les portes, intérieures et extérieures, sont repérables par des inscriptions visibles en toutes circonstances et leurs accès convenablement balisés, conformément aux normes en vigueur. Des plans sont affichés en nombre suffisant pour informer le personnel des conditions d'évacuation.

#### 7.2.7 - CHAUFFAGE

Les moyens de chauffage répondent aux dispositions de l'arrêté ministériel du 23 juin 1978 et doivent être choisis de telle sorte qu'ils n'augmentent pas le risque d'incendie propre à l'établissement.

#### ARTICLE 7.2.8 - PROTECTION CONTRE LA FOUDRE

Une étude de foudre est réalisée au plus tard six mois après la construction des installations et le démarrage de l'activité.

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993.

Les dispositifs de protection contre la foudre sont conformes à la norme française C 17-100 ou à toute norme en vigueur dans un État membre de la C.E. ou présentant des garanties de sécurité équivalentes.



## ARTICLE 7.3 - EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

### 7.3.1 - EXPLOITATION

#### 7.3.1.1. Consignes d'exploitation

Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait des conséquences sur la sécurité publique et la santé des populations (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de consignes d'exploitation écrites.

Ces consignes prévoient notamment :

- les modes opératoires,
- la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et des nuisances générées,
- les instructions de maintenance et de nettoyage.

#### ARTICLE 7.3.1.2 – Lavage, nettoyage et contrôle des véhicules

L'exploitant prend toutes dispositions pour que le centre soit propre et pour que les roues et bas de caisse des camions entrant ou quittant le centre soient propres.

Le lavage des véhicules et engins de l'exploitation est réalisé sur une surface clairement identifiée, imperméabilisée et conçue de façon à diriger les eaux de lavage vers un débourbeur/déshuileur.

L'exploitant doit s'assurer que les véhicules arrivant à son installation sont conçus pour vider entièrement leur contenu, et vérifier que le déchargement du véhicule est effectué complètement.

Les entreprises de transport doivent être déclarées pour l'exercice de transport par route de déchets dangereux et non dangereux conformément aux dispositions du décret n° 98-679 du 30 juillet 1998 et son arrêté d'application du 12 août 1998. L'exploitant refuse tout véhicule ne présentant pas les garanties suffisantes pour la protection de l'environnement.

#### ARTICLE 7.3.1.3 – Matériels et engins de manutention

Les matériels et engins de manutention sont entretenus selon les instructions du constructeur et conformément aux règlements en vigueur. L'entretien et la réparation des engins mobiles sont effectués dans un local spécial. Les engins de manutention sont contrôlés au moins une fois par an si la fréquence des contrôles n'est pas fixée par une autre réglementation.

#### ARTICLE 7.3.1.4 – Déchargement

Avant de charger ou de faire procéder au chargement de tout véhicule l'exploitant s'assure que :

- le matériau constitutif de la benne est compatible avec le déchet devant y être transporté ;
- le véhicule est apte au transport du déchet devant y être transporté ;
- le véhicule est propre et que les traces du précédent chargement ont été nettoyées ou qu'elles ne présentent pas d'incompatibilité ;
- le chargement est mécaniquement compatible avec les résidus.

### 7.3.2 - SÉCURITÉ -

#### 7.3.2.1. Consignes de sécurité

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les zones à risques associés ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;
- la conduite à tenir pour procéder à l'arrêt d'urgence et à la mise en sécurité de l'installation ;
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.
- Les procédures d'urgence en cas de réception de déchets non admissibles (radioactifs...).

Les consignes d'exploitation sont portées à la connaissance du personnel d'exploitation. Elles sont régulièrement mises à jour.

#### 7.3.2.2. Plan d'intervention

Un plan d'intervention interne est établi par l'exploitant en accord avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours. Ce plan est mis à jour en tant que de besoin et notamment avant chaque modification notable.

#### ARTICLE 7.3.2.3 – Organisation en matière de sécurité

L'exploitant met en place un ensemble d'actions préétablies et systématiques pour assurer le bon respect des dispositions du présent arrêté et de celui de ses règles internes de sécurité.

Les compte rendus des actions de surveillance sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Cette organisation comprend au moins :

- a) pour les équipements importants pour la sécurité, un programme de suivi de la construction, d'entretien et d'essais périodiques,
- b) les modalités d'intervention pour maintenance, vérification ou modification, y compris la qualification nécessaire pour intervenir,
- c) les consignes de conduite des installations (situation normale, dégradée, essais périodiques, travaux exceptionnels, ...y compris la qualification des personnes affectées à ces tâches),
- d) le programme de surveillance interne, visé au paragraphe ci-après,
- e) l'enregistrement des accidents, incidents ou anomalies de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 19 juillet 1976 ainsi que des mesures correctives associées,
- f) la désignation d'un responsable sécurité et de son suppléant.

#### ARTICLE 7.3.2.4 – Protection des employés

Sans préjudice des dispositions du code du travail, et si nécessaire dans le cadre de l'exploitation, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés à proximité du dépôt et du lieu d'utilisation. Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel doit être formé à l'emploi de ces matériels.

L'exploitant veille aux dates de péremption de chaque moyen.

#### ARTICLE 7.4 - TRAVAUX

Tous travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de surveillance à adopter.

Ces travaux font l'objet d'un permis de travail (ou permis de feu) délivré par une personne nommément autorisée.

Le permis rappelle notamment :

- les motivations ayant conduit à la délivrance du permis de travail,
- la durée de validité,
- la nature des dangers,
- le type de matériel pouvant être utilisé,
- les mesures de prévention à prendre, notamment les contrôles d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations,
- les moyens de protection à mettre en oeuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc...) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.

#### ARTICLE 7.5 - INTERDICTION DE FEUX

Il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis de travail.

Il est interdit de fumer à proximité des différents stockages. Cette interdiction, précisée dans le règlement du chantier, sera affichée sur les lieux de travail.

#### ARTICLE 7.6 - FORMATION DU PERSONNEL

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des mesures sont prises pour contrôler le niveau de connaissance et assurer son maintien.

## ARTICLE 7.7 - MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT

### 7.7.1 - ÉQUIPEMENT

#### 7.7.1.1. Définition des moyens

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques définie dans le présent titre au paragraphe généralités. Ces moyens comprennent à minima:

- un nombre suffisant d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés. Le maintien en bon état de fonctionnement de ces appareils devra faire l'objet de contrôles périodiques (contrat d'entretien par exemple).
- la défense extérieure contre l'incendie assurée par 4 poteaux d'incendie normalisés (NFS 62.200), piqués directement sans passage par compteur ni by-pass, sur une canalisation assurant un débit simultané de 2000 litres/minute, sous une pression dynamique de 1 bar et implantés à moins de 100 mètres de l'établissement.

Les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. L'exploitant s'assure également du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité. Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions.

#### 7.7.1.2. Consignes générales d'intervention

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

## TITRE 9

### MODALITES D'APPLICATION

#### ARTICLE 9.1 – ECHÉANCIER

Le présent arrêté est applicable dès sa notification à l'exception des prescriptions suivantes :

ARTICLES	Objet	Délais d'application à compter de la notification de l'arrêté préfectoral
Article 6.5	réalisation d'une étude des niveaux sonores	6 mois
Article 7.2.8	Réalisation d'une étude foudre	6 mois

